

Pour consolider l'indépendance du « Monde diplomatique »

FAIRE SAUTER LE VERROU MÉDIATIQUE

par Serge Halimi

*Le Monde Diplomatique - octobre 2015
socialgerie le 24 octobre 2015*

Les tentatives de rupture avec les politiques néolibérales se multiplient. Après l'espérance grecque, l'élection imprévue de M. Jeremy Corbyn au Royaume-Uni, demain peut-être le réveil de l'Espagne... Ces essais ne sont pas toujours transformés, on l'a mesuré à Athènes en juillet dernier. Mais quelques-uns des obstacles sont dorénavant bien identifiés : les marchés financiers, les entreprises multinationales, les agences de notation, l'Eurogroupe, le Fonds monétaire international (FMI), la Banque centrale européenne (BCE), la politique monétariste allemande et ses caudataires sociaux-libéraux. La puissance de ces agents ainsi que la convergence de leurs préférences expliquent pour partie les prudences et les capitulations des uns, les souffrances et les



SELÇUK

hésitations des autres. Bien que pertinent, un tel diagnostic est incomplet. Car y manque un élément décisif, souvent analysé dans ces colonnes mais largement ignoré ailleurs, en particulier par les forces politiques qui devraient s'en soucier au premier chef.

*Cet élément a révélé sa nocivité à Athènes lorsque Syriza résistait aux diktats de l'Union européenne ; il s'est d'emblée déchaîné à Londres contre le nouveau dirigeant travailliste, M. Corbyn (lire « **Jeremy Corbyn, l'homme à abattre** ») ; on l'observera à Madrid si Podemos l'emporte en décembre prochain. Enfin, depuis six mois, il se reconfigure méthodiquement à Paris. De quoi s'agit-il ? Du perfectionnement d'un verrou médiatique susceptible de disqualifier tout projet contraire au pouvoir des actionnaires.*

Au fond, pourquoi en serait-il autrement dès lors que les propriétaires des médias sont aussi, de plus en plus, les architectes des concentrations industrielles et les bénéficiaires de gigantesques capitalisations boursières ? En France, par exemple, six des dix principales fortunes nationales — la première, la cinquième, la sixième, la huitième, la neuvième et la dixième — sont désormais détenues par des propriétaires de groupes de presse [1].

L'un d'eux, M. Patrick Drahi, vient également de débouler en tête des fortunes d'Israël [2]. Pourtant, dans ce secteur-clé qui conditionne à la fois l'information publique, l'économie, la culture, les loisirs, l'éducation, on peine à détecter la moindre stratégie politique qui s'emploierait à contrer le danger. Un peu comme si chacun se disait qu'on verrait bien le moment venu, qu'il y a d'autres priorités, d'autres urgences [3]

On verra bien ? On a vu... Arrivant au pouvoir à Athènes en janvier dernier, le gouvernement de M. Alexis Tsipras avait escompté, un peu imprudemment, que la solidarité des peuples européens en butte aux politiques d'austérité lui permettrait de mieux résister à l'intransigeance allemande.

Bien des raisons liées à la fragmentation et à la faiblesse des alliés continentaux de Syriza, politiques et syndicaux, expliquent que cette espérance ait été déçue. Toutefois, un élément important ne saurait être omis. Pendant six mois, le traitement médiatique de la question grecque a défigurés les termes du débat en cours. Et a tenté d'exacerber dans l'opinion publique européenne le souci de ce que l'effacement de tout ou partie de la dette d'Athènes coûterait à « chaque Français », Allemand, Espagnol, Italien, Slovaque, etc. [4]. Les principaux moyens d'information, y compris ceux qui se montrent en général friands de prêches postnationaux, trouvèrent là un moyen assuré de contenir un mouvement de solidarité continental avec la gauche hellénique. Dans une autre configuration médiatique, la Grèce aurait peut-être été présentée non pas comme un mauvais payeur susceptible d'aggraver les difficultés de ses créanciers, y compris les plus pauvres, mais comme l'avant-garde d'un combat européen contre une politique d'austérité ayant échoué.

Chaque concentration semble favoriser la suivante

Le coût pour la collectivité des baisses d'impôts qui ont profité depuis trente ans aux contribuables les plus aisés ou celui des plans de sauvetage des banques privées n'ont d'ailleurs jamais été calculés — et matraqués — avec le même acharnement, à l'euro près, pour « chaque Français », Allemand, etc. Et quand, le 27 août, les créanciers occidentaux, intraitables dans le cas de la dette grecque, ont consenti à l'effacement d'une partie de celle de l'Ukraine, quel grand quotidien économique a évalué ce que cet abandon de créances risquait de coûter à « chaque Français », Italien, Lituanien, etc. ? Quelle chaîne de télévision s'est hâtée de recueillir, lors d'un de ses héroïques micros-trottoirs, les réactions de badauds terrorisés en imaginant la spoliation qu'une telle remise de dette signifierait pour eux ?

Évoquant en août dernier les difficultés du Brésil en proie à un ralentissement de son économie, à la baisse du prix des matières premières et à de multiples affaires de corruption, M. João Pedro Stédile, membre du Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST), a noté que « *le peuple observe avec inquiétude les nouvelles de la crise et le manque d'alternative à la télévision. (...) Nous n'arrivons pas à faire entendre nos propositions, y compris parce que les médias sont détenus par la bourgeoisie* ». Le principal groupe médiatique brésilien, Rede Globo, servirait selon lui de « *parti idéologique* » et de lieu où se construit l'unité de la « classe dominante » [5]. Un peu comme Fox News est devenue aux Etats-Unis le bras armé du Parti républicain.

Fox News appartient à M. Rupert Murdoch. Le *Sun* britannique et le *Wall Street Journal* aussi. A priori, le lien entre une chaîne d'information continue dont raffolent les retraités américains, un journal anglais connu pour ses scandales et ses seins nus et le grand quotidien new-yorkais des milieux d'affaires ne saute pas aux yeux. Mais l'objectif de M. Murdoch est de constituer une puissance qui en impose, pas d'imaginer une quelconque complémentarité éditoriale au service du public. Et puis, quel rapport aussi entre un quotidien populaire comme *Le Parisien-Aujourd'hui en France*, Radio Classique et *Les Echos*, si ce n'est l'identité de leur propriétaire commun, M. Bernard Arnault ? La même observation vaut pour *Libération*, RMC, *L'Express* et BFM TV, sur lesquels M. Drahi désormais veille. Sans oublier *Direct Matin*, Canal Plus et CNews (ex-iTélé), que M. Bolloré dirige avec une brutalité remarquée.

Or, en l'absence d'une résistance dans des salles de presse de plus en plus inquiètes et dépeuplées ou d'une législation contraignante, chaque concentration favorise la suivante. En mai dernier, M. Francis Morel, PDG des Echos, expliquait en ces termes le rachat par le groupe de presse de M. Arnault du *Parisien-Aujourd'hui en France* : « *J'ai redressé Les Echos, mais cela ne suffit pas. Un acteur ne peut rester isolé dans un univers en pleine concentration, sous peine de se mettre en danger. En analysant le marché, l'option la plus logique était celle du Parisien* » [6]

Quatre mois plus tard, M. Nonce Paolini, PDG de TF1, estimait à son tour que la « consolidation » d'un secteur des médias désormais quadrillé par des mastodontes capitalistes était devenue telle que plus rien ne justifiait qu'on interdise à son entreprise, comme un an auparavant, de déployer sa chaîne d'information continue LCI sur la TNT gratuite : « *Il n'y a plus de groupes isolés et fragiles, seulement des acteurs puissants qui investissent. La crainte de voir certains acteurs fragilisés par l'arrivée de LCI en clair n'est plus d'actualité* » [7]. De fait, à l'aune de la trentaine de milliards d'euros de capitalisation boursière du groupe de M. Drahi (qui vient tout juste d'acquérir BFM TV) ou des 9 milliards d'euros de trésorerie nette du groupe de M. Bolloré (qui resserre son contrôle sur iTélé), TF1 va bientôt passer pour un petit artisan désargenté. En tout cas, un gouvernement insuffisamment respectueux des vaches sacrées du libéralisme aurait quelque souci à se faire s'il trouvait face à lui trois chaînes d'information continue de ce genre...

Comment espérer faire connaître des analyses dissidentes ?

M. Arnault, on le sait, fut le témoin de mariage de M. Nicolas Sarkozy, auquel M. Bolloré prêta son yacht peu après son élection à l'Elysée [8]. Gageons que M. Drahi, encore peu connu en France, deviendra vite aussi bien introduit que MM. Arnault et Bolloré dans les milieux politiques. Deux directeurs de journaux employés de son groupe, Laurent Joffrin et Christophe Barbier, devraient l'y aider, l'un familier de M. François Hollande, l'autre de Mme Carla Bruni-Sarkozy. De toute façon, ce genre de relations s'acquiert sans effort quand on

dispose d'un groupe de presse tentaculaire adossé à plusieurs milliards d'euros. En juin dernier, M. Xavier Niel (compagnon de la fille de M. Arnault) s'est rendu à une réception célébrant le mariage de la directrice exécutive de sa holding personnelle, Mme Anne-Michelle Basteri, avec M. Pierre Moscovici, ancien ministre des finances socialiste et actuel commissaire européen à l'économie. Il y a naturellement croisé le président de la République . [9]

Nulle spécificité française en la matière. En 2012, un rapport officiel relatif aux dérives sensationnalistes d'un hebdomadaire britannique, *News of the World*, appartenant à M. Murdoch relevait déjà que « *les formations politiques qui se sont succédé au pouvoir et dans l'opposition ont tissé avec la presse des liens incestueux qui ne répondent guère à l'intérêt général. (...) Les actionnaires, directeurs et rédacteurs en chef des journaux britanniques ont appris dans les meilleures écoles à exercer un lobbying subtil dans le lacis des amitiés personnelles et professionnelles* [10] . » Novice sur ce terrain et peu enclin à s'y risquer, M. Corbyn sait ce qui l'attend. Sa victoire a d'ailleurs été saluée par le *Sunday Times* (dont M. Murdoch est également propriétaire) par ce titre ruisselant d'entrain : « *Corbyn déclenche la guerre civile au Labour* ».

Dans de telles conditions d'adversité idéologique et médiatique, comment espérer faire connaître des analyses dissidentes au-delà de ceux qui sont déjà attirés, voire convaincus par elles ? Il est tentant de répondre en invoquant les cas spectaculaires où le tir de barrage de la propagande a échoué, par exemple les référendums français de mai 2005 et grec de juillet 2015. Lors de ces scrutins, l'indignation suscitée par l'unanimité des médias dominants a même constitué un instrument de mobilisation populaire important, s'ajoutant au simple refus du traité européen de 2005 ou du diktat de la « troïka » dix ans plus tard. M. Stathis Kouvelakis, un des dirigeants de la gauche grecque, estime par exemple que « *le fait que le camp du "oui" ait mobilisé des politiciens détestés, des commentateurs, des chefs d'entreprise et des célébrités des médias n'a fait qu'enflammer une réaction de classe* » favorable au « non » [11]. C'est dire que ne pas engager de combat contre le système de l'information dominante constitue une erreur de calcul autant qu'une faute intellectuelle. D'autant que la critique des médias sert souvent de point d'entrée en politique à de nouvelles générations, aussi saturées de nouvelles et de commentaires que défiants envers le journalisme professionnel.

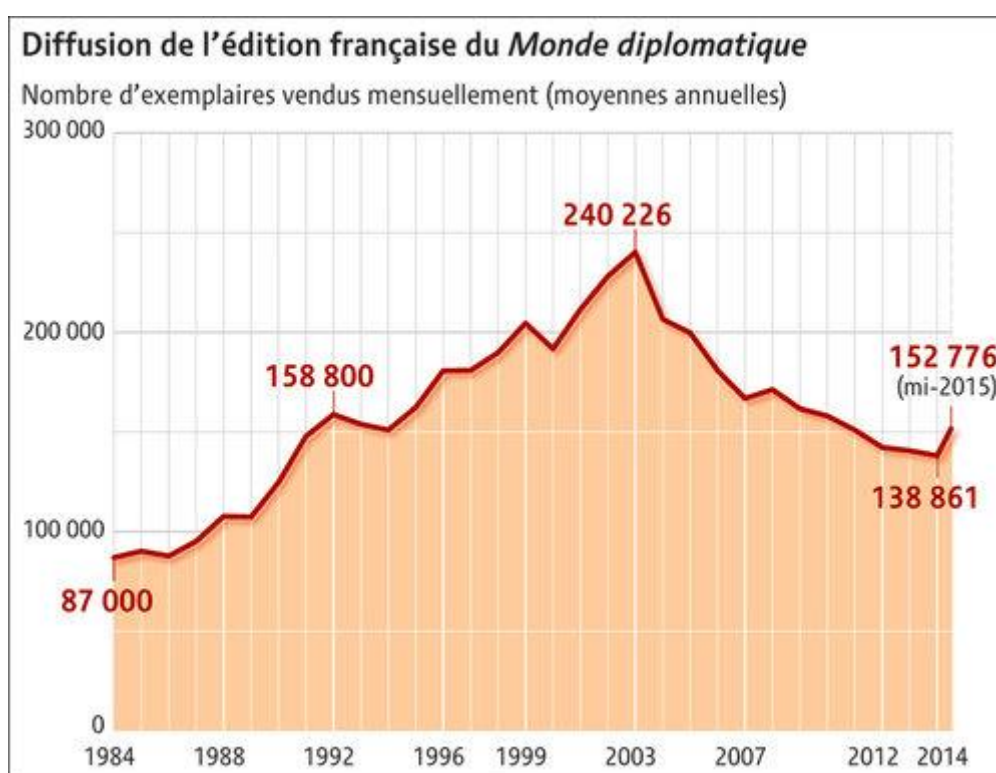
A la longue, la traque de propos sulfureux devient un exercice vain

Toutefois, d'éventuelles victoires resteront sans lendemain et l'indignation impuissante, sans une refonte radicale du système d'information. En décembre dernier, *Le Monde diplomatique* a proposé un projet allant dans ce sens [12]. À présent, il faut avancer ; nous nous y emploierons, forts de notre indépendance [13].

Les problèmes du journalisme traditionnel se poseront bientôt — se posent déjà — au journalisme numérique. Imaginer que les promesses de la Toile vont enfanter un autre type d'information de masse, dégagé des logiques de rentabilité et de domination qui se déploient ailleurs, constitue par conséquent un pari perdu d'avance. L'existence d'un site marginal qui nous plaît et que nos amis aussi apprécient ne confère à celui-ci aucune puissance particulière, aucun impact supplémentaire dès lors que nous ne sommes que quelques-uns à le consulter, à le consommer. Vraisemblablement les mêmes qu'avant, mais derrière un clavier. Doit-on alors se scandaliser et abreuver tous ses contacts de tweets rageurs ? A la longue, la traque de propos sulfureux dont on va pouvoir s'indigner de concert avec ses amis devient un exercice lassant et vain.

Pour armer ses combats, mieux vaut chercher à comprendre. Au risque de ne jamais être compris soi-même par les professionnels des « unes » racoleuses, des intellectuels à la mode et des campagnes de dénonciation ronflantes — *Le Point* qui inlassablement aimerait associer notre critique de l'Europe libérale à l'extrême droite, *Marianne* qui semble imaginer que la menace djihadiste, dont les journalistes de *Charlie Hebdo* ont éprouvé la terrible réalité le 7 janvier dernier, sera conjurée par ses coups de trompette contre l'Etat islamique et par les puissantes analyses de Pascal Bruckner [14].

Heureusement, notre singularité semble rencontrer quelques échos. Depuis 2009, nous faisons chaque année appel à nos lecteurs pour que leurs dons et leurs abonnements consolident notre indépendance. En 2014, les deux ont progressé de concert. Avec 296 000 euros (contre 242 000 euros l'année précédente), les dons que nous avons reçus **via l'association Presse et pluralisme** ont représenté près du triple de nos recettes publicitaires. Le nombre de nos abonnés a quant à lui enregistré une hausse de 8,7 % entre août 2014 et août 2015. Enfin, nos ventes au numéro sont également en progression depuis quinze mois de suite.



Il est donc probable que 2015 marquera le premier rebond de notre diffusion depuis 2008 (voir le graphique ci-dessus). Ces résultats, s'ils se confirment, seraient d'autant plus encourageants qu'ils s'inscrivent à rebours d'une tendance générale [15]. Nous publierons nos comptes le mois prochain, mais disons-le d'emblée : grâce à votre mobilisation et à vos dons, notre situation financière s'est améliorée. La constance de votre soutien nous permettra à la fois d'engager de nouveaux projets — dès ce mois-ci, notre site fait peau neuve ; bientôt, nous disposerons d'une base d'archives multilingue — et d'espérer maintenir en 2016 notre tarif au niveau qui était le sien trois ans plus tôt. Votre appui nous procurera aussi les ressources grâce auxquelles nous pourrions amplifier notre effort éditorial, y compris à une période où le terrain tremble autour de nous.

Le règne des émotions destinées à être avalées, digérées, oubliées

Nous disposons de petits moyens, mais nous nourrissons de grandes ambitions.

Quand toutes sortes de colères s'expriment, la culture de la vitesse, du ragot, du coup de gueule médiatisé, de l'à-peu-près peut répondre à des raisons commerciales et servir des intérêts industriels, mais elle comporte des risques immenses, politiques et sociaux. Le démantèlement du code du travail au prétexte de favoriser l'emploi, des murs contre les migrants au prétexte de maintenir la cohésion nationale, une nouvelle expédition militaire au prétexte de contenir la guerre...

Dans un climat idéologique aussi lourd, un journal indépendant n'est pas de trop. Il s'adresse à des lecteurs qui réclament du recul, qui en ont assez d'être bombardés d'informations sans importance, d'anecdotes personnalisées, de « débats » confectionnés par les médias, d'émotions destinées à être avalées, digérées, oubliées. Il encourage les résistances là où tant d'autres s'emploient à les écraser.

Serge Halimi

Voir en ligne : <http://www.monde-diplomatique.fr/20...>

Notes :

[1] Respectivement MM Bernard Arnault, Serge Dassault, Patrick Drahi, François-Henri Pinault, Vincent Bolloré, Xavier Niel. Source : *Challenges*, Paris, 8 juillet 2015.

[2] « The rich list : Drahi debuts at no1 », *Haaretz*, Tel-Aviv, 12 juin 2015.

[3] Cf. « **L'art et la manière d'ignorer la question des médias** », www.homme-moderne.org.

[4] En France, la campagne a été lancée par *Le Figaro* dès le 8 janvier 2015 (« Chaque Français paierait 735 euros pour l'effacement de la dette grecque »). Elle a été relayée ensuite par la plupart des autres médias, notamment (le 26 janvier) par les deux principales chaînes de télévision française, TF1 et France 2.

[5] Entretien avec João Pedro Stédile, « **Au Brésil, les classes dominantes ont abandonné le pacte d'alliance passé avec Lula et Dilma** », *Mémoire des luttes*, 4 août 2015.

[6] « **Le PDG du groupe Les Echos défend le rapprochement avec "Le Parisien"** », *Le Monde*, Paris, 27 mai 2015.

[7] « **TF1 défend un nouveau projet pour le passage de LCI en TNT gratuite** », *Le Figaro*, Paris, 15 septembre 2015.

[8] Lire Marie Bénilde, « **M. Sarkozy déjà couronné par les oligarques des médias ?** », *Le Monde diplomatique*, septembre 2006..

[9] Marie Bordet, « **Anne-Michelle Basteri, la gardienne de l'empire Niel** », *Le Point*, Paris, 14 septembre 2015.

[10] *Le Monde diplomatique* a publié de larges extraits de ce rapport dans son édition de janvier 2013 (« **Ce rapport qui accable les médias britanniques** »).

[11] Entretien avec Stathis Kouvelakis, « **Grece : The struggle continues** », *Jacobin*, 14 juillet 2015.

[12] Pierre Rimbart, « **Projet pour une presse libre** », *Le Monde diplomatique*, décembre 2014.

[13] Lire Serge Halimi, « **"Le Monde" et nous** », *Le Monde diplomatique*, juin 2010.

[14] Le 27 novembre 2013, *Le Point* a placé *Le Monde diplomatique* dans le camp des « néoconservateurs à la française » (titre du dossier), puis le 30 octobre 2014, dans celui de « la gauche Zemmour ». Le 28 août 2015, *Marianne* a plutôt estimé que *Le Monde diplomatique* s'était donné pour mission d'« *anoblir Daech* » ...

[15] Entre juillet 2014 et juin 2015, la presse payante grand public a enregistré un recul de 5,4 % de sa diffusion.